

## Partenaires

École doctorale Lettres, Sciences humaines et communication (LESHCO),  
Université de Ouagadougou

Groupe Nutriset, Malaunay, [www.nutriset.fr](http://www.nutriset.fr)

Laboratoire d'Étude et de recherche sur les milieux et les territoires (LERMIT),  
Université de Ouagadougou

UMR Développement et Sociétés (D&S), IRD-Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (UP1),  
<http://umr-developpement-societes.univ-paris1.fr>

UMR Marchés, organisations, institutions et stratégies d'acteurs (MOISA),  
Cirad-Inra-Montpellier SupAgro-CIHEAM-IAMM, [www.umr-moisa.cirad.fr](http://www.umr-moisa.cirad.fr)



## Comité d'organisation

Arlène Alpha, Cirad

Margot Durin, Groupe Nutriset, Chargée de projet

Pierre Janin, UMR D&S, coordinateur du projet

« Sécurisation alimentaire : objets, acteurs et trajectoires d'innovation » (SAOATI)

François de Charles Ouedraogo, LERMIT, Université de Ouagadougou

Alexis Roy, UMR D&S, projet SAOATI



## Comité scientifique

Arlène Alpha, UMR MOISA, Cirad (France), économiste

Richard Banégas, Science Po (France), politiste

Vincent Bonnecase, UMR LAM, CNRS (France), historien

Jacky Bouju, UMR IMAF, Université Aix-Marseille (France), anthropologue

Nicolas Bricas, UMR MOISA, Cirad (France), économiste

Sylvie Capitant, UMR D&S, IEDES-UP1 (France), sociologue

Tarik Dahou, UMR PALOC, IRD (France), anthropologue

Isabelle Droy, UMR Résiliences, IRD (France), économiste

Johny Egg, UMR MOISA, Cirad (France), économiste

Bernard Hubert, Centre Norbert Elias EHESS Inra (France), écologue

Pierre Janin, UMR D&S, IRD (France), géographe

Manda Sadio Keita, FAO (Mali), socio-économiste

Ludovic Kibora, INSS (Burkina Faso), anthropologue

Mariatou Koné, Université Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire), anthropologue

Jean-Pierre Olivier de Sardan, LASDEL (Niger), socio-anthropologue

François de Charles Ouedraogo, Université Ouagadougou 2 (Burkina Faso), géographe

Alexis Roy, UMR D&S, UP1 (France), anthropologue

Charles-Édouard de Suremain, UMR 208 PALOC, CIESAS DF (Mexico) – IRD (France), anthropologue

Bernard Tallet, UMR PRODIG, UP1 (France), géographe

Jean-Marc Touzard, Inra (France), économiste

Boubacar Yamba, Université de Niamey (Niger), géographe



## Contacts

UMR Développement et Sociétés

campus du Jardin d'agronomie tropicale de Paris

45 bis, av. de la Belle Gabrielle

94736 Nogent-sur-Marne Cedex France

[securialim@univ-paris1.fr](mailto:securialim@univ-paris1.fr)

<http://securialim.hypotheses.org/>

## Calendrier

Date limite d'envoi des propositions de communication (max. 500 mots) :  
jeudi 31 décembre 2015 à [securialim@univ-paris1.fr](mailto:securialim@univ-paris1.fr)

Date de la décision du comité scientifique : vendredi 15 janvier 2016

Date limite d'inscription et d'envoi des communications retenues :  
jeudi 25 février 2016 à [securialim@univ-paris1.fr](mailto:securialim@univ-paris1.fr)



# la sécurisation alimentaire

10 & 11  
mars  
2016

dynamiques  
et pratiques

Institut supérieur  
des sciences  
de la population - ISSP

Université de Ouagadougou

table ronde

# C

Cette table ronde s'inscrit dans le prolongement de l'atelier préparatoire qui se tiendra à l'IEDES/Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, le 8 décembre 2015.

Elle participe d'une volonté de dépasser les frontières entre recherche finalisée, recherche-action, intervention humanitaire et projet de développement.

Elle est donc à la fois un espace d'échanges (en termes d'expériences professionnelles) et de réflexion sur les enjeux et les controverses autour de la lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

## Contexte

### La lutte contre l'insécurité comme champ « technique » et « politique »

L'insécurité alimentaire et nutritionnelle est un phénomène structurel, inscrit dans la trajectoire de nombreux pays sahélios-soudanais : les situations à risque s'y renforcent, les épisodes de crises s'y succèdent, les populations vulnérables y restent nombreuses, tandis que les réponses sont le plus souvent ciblées, sectorisées et ponctuelles. Généralement traitée comme un problème « technique », via notamment la promotion d'innovations, l'insécurité alimentaire est, plus encore, un enjeu « politique ».

En parallèle, les retours d'expérience des professionnels de l'aide et de l'intervention humanitaire de terrain, incitent à rediscuter les frontières entre urgence et développement, entre aide ponctuelle

curative et dispositifs d'action favorables à la prévention et la sécurisation durable.

Ce constat, partagé par de nombreux acteurs, explique en partie le renouvellement des termes clés véhiculés dans le champ :

- la vulnérabilité à l'insécurité cède peu à peu la place à la résilience,
- les mesures quantifiées du phénomène couvrent nombre de ses dimensions et sont enrichies par des éléments qualitatifs et subjectifs,
- la lutte comme stratégie finalisée d'action est questionnée par la gouvernance multi-échelles et multi-acteurs, favorable à la participation, la coordination et la concertation.

## Argumentaire

### La sécurisation comme pratique critique

Si l'insécurité alimentaire aborde le champ du point de vue du manque et de l'insatisfaction normés, la sécurisation privilie, pour sa part, davantage l'analyse critique et dynamique des processus et des pratiques mis en contexte.

L'approche mise en œuvre dans le cadre de cette table ronde souhaite donc mettre l'accent sur les interactions entre acteurs et les réagencements dans la dynamique concrète des politiques et des projets mis en place au nom de la lutte contre l'insécurité alimentaire.

Elle s'intéresse aussi à faire reconnaître l'importance des décalages entre effets d'annonce, injonctions et prescriptions et les réalités établies (effet réel ou imprévu, impact mesuré ou ressenti, perspectives immédiates ou opportunités futures).

L'objectif central est donc de dépasser le cadre strict de l'expertise normée pour envisager, de manière plus critique et réflexive, un retour sur les pratiques professionnelles des chercheurs et des développeurs comme sur les outils et les concepts mobilisés.

## Objectifs

### Croiser les regards, lever les idées reçues

Rapprocher communautés scientifiques, décideurs et professionnels du développement et de l'humanitaire.

Mettre en lumière les dimensions sociopolitiques des interventions dans le champ de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Encourager les jeunes praticiens et les jeunes chercheurs à prendre en compte la complexité des enjeux et des réalités de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

## AXES DE LA TABLE RONDE

Une introduction préalable sera consacrée à la sécurisation comme pratique empirique, comme projet ou comme approche.

## 1

### La sécurisation « en projet » : instruments, expérimentations et capitalisations

Il s'agira de repartir de la dynamique d'élaboration propre des projets et des programmes : pourquoi et comment naissent-ils ? Comment prennent-ils en compte ceux qui les ont précédés ? Comment leur contenu est-il défini ? Comment les contraintes de projet (financement, termes de référence, délais, etc.) jouent sur leur contenu ?

Cette dynamique d'élaboration des projets et des programmes sera, en parallèle, confrontée à un examen attentif des objectifs des actions du projet, de leur mise en œuvre, de leur portée, de leurs limites et de leur pertinence.

La question des innovations techniques pourra donc y trouver une place privilégiée.

On pourra aborder, ensuite, les enjeux du ciblage, du suivi, de l'évaluation et de la capitalisation comme instruments revendiqués de pilotage.

Les projets peuvent être envisagés à différentes échelles, du local (micro-projet villageois en co-construction imparfaite) comme au national (cadre stratégique en négociation consensuelle).

## 2

### La sécurisation « en interaction » : agencements et arrangements entre acteurs

Ce second thème traite des relations entre acteurs impliqués dans la vie des projets ainsi que de leurs relations avec ceux qui n'y participent pas.

Dotés de capacités d'action inégales, confrontés à des contraintes multiples, ils doivent souvent faire preuve d'adaptation et de réactivité dans un environnement incertain et changeant.

Ces relations peuvent être abordées du point de vue des normes et des valeurs, des logiques et des représentations, comme des jeux de pouvoir. Ceci implique donc de ne pas négliger les incompréhensions comme les confrontations,

les réorientations et les blocages, les réussites comme les échecs. Comment les acteurs impliqués les expliquent et les justifient-ils ?

Ce thème étudie d'abord les relations existantes entre les différents protagonistes des projets (bailleurs/donateurs, promoteurs/réalisateurs, attributaires/bénéficiaires), considérés à la fois comme des acteurs et des sujets. Mais les « vis-à-vis » avec les acteurs extérieurs aux projets ne doivent pas être négligés également.

Une attention particulière aux innovations organisationnelles pourrait se révéler judicieuse.

## 3

### La sécurisation « en question » : approfondissements et renouvellements

Ce thème propose une analyse critique des trajectoires des projets et des programmes.

Y sera débattue la question du renouvellement (ou de la continuité), de l'originalité (ou de la banalité) des discours, des logiques, des pratiques et des politiques.

Elle pourra être étudiée du point de vue de l'histoire d'un projet donné (phases successives de réajustement), ou bien envisagée d'un point de vue comparatif, avec les autres projets qui peuvent coexister sur le territoire (activités similaires) comme avec les acteurs (porteurs de projets,

populations, etc.) ceux qui ne sont pas impliqués dans le projet donné.

On mettra donc les projets en perspective, dans le temps et les uns par rapport aux autres, en s'intéressant aux complémentarités entre le « dedans » et le « dehors », l'« ici » et l'« ailleurs ».

Ce questionnement critique pourra également se saisir de ce qui est présenté comme un transfert ou une trajectoire exemplaire d'innovation.